

Service productions animales et environnement  
4, Avenue Rose Poirier  
BP 61029  
88050 EPINAL CEDEX 09

EPINAL, le 15/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ABATTOIR MONTAGNE SUD**

335, rue du Haut des Rangs  
88200 Dommartin-lès-Remiremont

Références : AR/2023-00782  
Code AIOT : 0058800169

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2023 dans l'établissement ABATTOIR MONTAGNE SUD implanté au 335, rue du Haut des Rangs 88200 Dommartin-lès-Remiremont. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ABATTOIR MONTAGNE SUD
- 335, rue du Haut des Rangs 88200 Dommartin-lès-Remiremont
- Code AIOT : 0058800169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir connu au régime de l'autorisation pour les activités d'abattage et découpe de viandes. Cet établissement a un tonnage annuel de production d'environ 360 tonnes. Le bâtiment est relativement vétuste et le fonctionnement est simpliste.

Le site est situé dans une zone d'activité, à proximité immédiate de la Moselle (34m) et de la station d'épuration communale.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- aménagement et exploitation de l'abattoir
- prescriptions générales
- prévention incendie
- risques chimiques

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|---|--|---|-----------------------|
| 3  | Aménagement et exploitation de l'abattoir | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 7 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 4  | Aménagement et exploitation de l'abattoir | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 9  | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 6  | Aménagement et exploitation de l'abattoir | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 11 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 7  | Prescriptions générales                   | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 13 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 9  | Prescriptions générales                   | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 15 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 10 | Prescriptions générales                   | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 17 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 11 | Prescriptions générales                   | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 18 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 14 | Risques chimiques                         | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Caractéristiques de l'établissement       | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 3  | /  | Sans objet        |
| 2  | Aménagement et exploitation de l'abattoir | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 5  | /  | Sans objet        |
| 5  | Aménagement et exploitation de l'abattoir | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 10 | /  | Sans objet        |
| 8  | Prescriptions générales                   | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 14 | /  | Sans objet        |
| 12 | Prescriptions générales                   | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 19 | /  | Sans objet        |
| 13 | Prévention incendie                       | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10 | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|---|-------------------|
| 15 | Surveillance des émissions de polluants | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32 | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'irrégularité majeure de l'établissement est la gestion de la station de pré-traitement et l'ensemble procédure s'y référant. En effet, la station traite des eaux mais aussi du sang (non autorisé), aucune analyse n'est réalisée (ni en terme de qualité ni en terme de quantité sur les eaux de rejet). Par ailleurs et en complément, les prélèvements d'eau potable ne sont pas suivis (aucun relevé journalier), il est donc impossible de savoir si les quantités rejetés sont en accord avec les quantités prélevées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Caractéristiques de l'établissement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature et volume d'activité   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'établissement assurera les opérations d'abattage et de traitement des viandes d'animaux d'espèces bovinnes, ovines, porcines et caprines conformément à l'arrêté ministériel du 17/03/1992 modifié.<br><br>La capacité journalière maximale de l'abattoir sera de l'ordre de 5 tonnes et l'établissement pourra fonctionner 3 jours par semaine soit environ 150 jours par an. |
| <b>Constats :</b><br>A l'heure actuelle, l'exploitant informe l'inspection que le tonnage maximal journalier est de 4 tonnes. Il y a 2 jours d'abattage par semaine pour 2 jours de découpe des viande, ces conditions sont prévues sur du long terme.<br><br>L'établissement doit ré-évaluer sa production afin d'ajuster au besoin son dossier et sa déclaration au titre des ICPE.                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 2 : Aménagement et exploitation de l'abattoir

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Ouvrages de stockage des déjections animales  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'ensemble des fumiers, lisiers, purins et eaux de lavage provenant des stabulations et des bétailières sera stocké dans des ouvrages prévus à cet effet:<br>- plateforme à fumier étanche et couverte d'une surface de 50m <sup>2</sup> minimum. Cette plateforme recevra également les matières stercoraires,<br>- fosse d'une capacité de 50m <sup>3</sup> disposée sous la plateforme à fumier. |
| <b>Constats :</b><br>Les ouvrages de stockage sont inchangés. Des évacuations visibles de la fumière et de la fosse ont eu lieu peu de temps avant notre visite.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 3 : Aménagement et exploitation de l'abattoir

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Récupération du sang  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le sang alimentaire (sang de porc) sera récupéré, défibriné et stocké dans des bidons de 20 litres entreposées à une température de 2° environ.<br><br>Le sang industriel sera stocké dans une citerne réfrigérée et récupéré par l'équarisseur au minimum une fois par semaine.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant ne collecte plus aucun sang (de bovins, porcs ou autres espèces). La pompe initialement installée ne fonctionne plus depuis un certain temps au vu de la présence de cumul de poussière. Il n'y a aucun dispositif de stockage sur site pour les sangs. La défibrineuse a été retirée depuis longtemps selon M. POIROT.<br>La totalité du sang est évacuée vers la station de prétraitement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois   |

#### N° 4 : Aménagement et exploitation de l'abattoir

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 9   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Récupération et stockage des autres produits annexes d'abattage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'ensemble des déchets constitués par les corps gras, os, onglons, pattes, soies de porcs... sera collecté dans des bacs qui seront rassemblés dans une salle réfrigérée.<br><br>Les cuirs et peaux seront regroupés dans un local de salage avant leur expédition vers une tannerie.<br><br>Avant expédition ou congélation, une salle doit permettre la mise en quartier, le découpe ou le désossage des carcasses. |
| <b>Constats :</b><br>Seuls 2 bacs ont été vu dans deux locaux réfrigérés: l'un avec un bac bleu contenant des peaux de moutons et l'autre avec des déchets d'éviscération.<br>Les cuirs de bovins salés étaient stockés à l'extérieur sur une palette en bois contre un mûr, sans précaution particulière.<br>Un local de traitement des peaux par salage a été visité, ce traitement est réalisé à même le sol.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois   |

#### N° 5 : Aménagement et exploitation de l'abattoir

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations de réfrigération  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Au niveau du local où fonctionnent les appareils de réfrigération et de compression, toutes les précautions doivent être prises afin d'évacuer vers l'extérieur les gaz en cas de fuite.   |
| <b>Constats :</b><br>Les appareils de réfrigération et de compression se trouvent à l'extérieur des bâtiments et présentes de estampilles de vérification, cependant la date n'est pas lisible. La ré-épreuve doit avoir lieu en 2023.<br>Le fluide identifié est le R22. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 6 : Aménagement et exploitation de l'abattoir**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 11  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prétraitement des effluents   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une station de prétraitement recevra les eaux polluées résultant de l'activité de l'abattoir mis à part l'eau de lavage des stabulations, des bétailières et les eaux vannes qui seront orientée vers le réseau public.<br><br>L'ouvrage de prétraitement comprendra au minimum:<br>- un poste de relevage d'un volume de 1.7m3 avec 2 pompes submersibles de 9m3/heure,<br>- un tamis rotatif de 750microns,<br>- un dégraisseur d'un volume de 8m3.<br><br>Après prétraitement, les effluents transiteront par un canal venturi permettant la mise en place d'appareillage de comptage et de prélèvement avant de gagner la station d'épuration de Dommartin-les-Remiremont.<br><br>Compte tenu de l'activité irrégulière de l'établissement, un bac tampon devra être mise en place afin de "lisser" les effets de pointe des eaux usées qui pourraient être préjudiciables au bon fonctionnement de la station d'épuration.<br><br>La concentration des eaux résiduelles orientées vers la station d'épuration devra pour les différents paramètres mesurés, toujours être inférieure à:<br>- DBO5 800mg/L<br>- DCO 2000mg/L<br>- MEST 600 mg/L<br>- AZOTE GLOBAL 150 mg/L<br>et la charge en graisse ne devra pas excéder 40kg/jour.<br><br>Ces paramètres devront être pris en compte dans la convention qui sera passée avec l'exploitant de la station d'épuration.<br><br>Des mesures de débit et des analyses permettant de connaître les paramètres de l'effluent prétraité seront faites au minimum une fois par an. Des contrôles supplémentaires pourront être demandés par l'inspection des installations classées; ces contrôles seront aux frais de l'exploitant.<br><br>Les déchets de la station de prétraitement seront stockés dans un bac étanche puis évacués par l'équarisseur avec les autres déchets de l'abattoir. |
| <b>Constats :</b><br>La station de pré-traitement reçoit l'ensemble des eaux "polluées" de l'abattoir mais aussi tous les sangs issues de l'activité.<br><br>Le fonctionnement de la station n'était pas satisfaisant le jour de la visite. En effet, le tamis semblait mal entretenu, des eaux très colorées (rouge sang) coulaient de toutes parts. Le bac de réception des déchets de la station est percé du haut en bas.<br><br>L'ensemble des eaux traitées part directement vers la station d'épuration qui jouxte le site de l'abattoir.<br><br>Aucune mesure de débit de rejet ou d'analyses d'eau de rejet n'est réalisée par l'exploitant.<br><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la convention de rejet passée avec la station d'épuration.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois   |

## N° 7 : Prescriptions générales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement en eau potable  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les compteurs sont relevés toutes les semaines et les chiffres et dates relevés seront consignés sur un registre qui pourra être vérifié par l'inspection des installations classées.<br><br>L'eau potable utilisée dans l'établissement d'abattage devra avoir une pression supérieure à 3 bars.<br><br>Tout doit être mis en œuvre pour limiter le volume des eaux résiduaires notamment par l'emploi de pistolets-douches pour tous les postes de douchage ou de lavage, de robinets à pression avec retour automatique, par la vérification périodique de l'état d'étanchéité des vannes, robinets, pistolets, par le nettoyage mécanique (raclette) avant le nettoyage à l'eau des sols et murs. |
| <b>Constats :</b><br>Les compteurs d'eau potable ne sont relevés qu'une fois par an pour la facturation, aucun autre suivi n'est instauré.<br><br>Des équipements économiseur d'eau sont utilisés dans la bâtiment. Il n'y pas de contrôle périodique de l'étanchéité des équipements.<br>M. POIROT nous informe de la difficulté de trouver un plombier qui peut intervenir rapidement en cas de fuite. Quand le problème est identifiée, l'eau est fermée à son arrivée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois   |

## N° 8 : Prescriptions générales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 14  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Eaux pluviales et eaux de nettoyage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux pluviales non polluées devront être collectées par un réseau particulier et pourront regagner le milieu naturel ou être rejetées dans un réseau prévu à cet effet.<br><br>Les eaux de nettoyage provenant de l'activité de l'abattoir et de l'atelier de découpe seront collectées et dirigées vers la station de prétraitement.<br><br>Au niveau de l'aire de déchargement et de lavage des bétailières, les eaux pluviales polluées seront orientées vers la fosse située sous la fumière. |
| <b>Constats :</b><br>Les eaux pluviales repartent directement dans le milieu naturel.<br>Les eaux de lavage partent vers la station de pré-traitement.<br>Les jus de la fumière et du lavage des bétailières s'écoulent, selon l'exploitant, vers la fosse située sous la fumière.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



## N° 9 : Prescriptions générales

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 15   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des odeurs   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prendra toutes les précautions nécessaires pour que les nuisances dues aux odeurs soient réduites au maximum et en particulier, les dispositions suivantes devront être respectées: <ul style="list-style-type: none"><li>- couverture de la fumière,</li><li>- nettoyage quotidien des stabulations, des installations d'abattage et de découpe,</li><li>- stockage des déchets en benne étanche dans un local réfrigéré et enlèvement régulier par l'équarrissage,</li><li>- stockage des cuirs et peaux dans un local réfrigéré.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>L'ensemble des prescriptions de l'arrêté n'est pas totalement respecté: certains sous-produits animaux (cuirs) sont stockés en extérieur sans précaution particulière, le sang (des diverses espèces) est évacué directement vers la station de pré-traitement et le bac de collecte des déchets de pré-traitement n'est pas étanche.<br>Ces dispositions restent des sources potentielles de nuisances olfactives.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois  |

## N° 10 : Prescriptions générales

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prévention des nuisibles   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes les dispositions seront prises pour éviter l'introduction et la pullulation des insectes et rongeurs. Une fois par an au minimum les locaux de la stabulation seront blanchis et désinsectisés à l'aide de produits autorisés.  |
| <b>Constats :</b><br>L'établissement dispose d'un plan de lutte contre les nuisibles sous-traité par Aphysio, celui-ci n'a pas été présenté à l'inspection le jour de la visite.<br><br>Les conditions de nettoyage et désinsectisation énoncées dans l'arrêté ne sont plus appliquées. D'après M. POIROT, des lavages réguliers au canon à mousse sont réalisés. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois  |

## N° 11 : Prescriptions générales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 18  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Sécurité électrique   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations électriques seront réalisées selon les normes en vigueur et contrôlées annuellement par un organisme agréé aux frais de l'exploitant de l'établissement.  |
| <b>Constats :</b><br>D'après l'exploitant une vérification annuelle des installations électriques est réalisée. Cependant aucun rapport ou document justifiant de ce contrôle n'a été présenté à l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois   |

## N° 12 : Prescriptions générales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 19  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Sécurité du site  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une clôture devra être mise en place à la périphérie de l'établissement afin d'empêcher les animaux de boucherie de s'échapper et les animaux sauvages ou domestiques (chiens, chats, renards...) de pénétrer dans l'établissement.   |
| <b>Constats :</b><br>Une clôture est bien présente sur l'ensemble du site. Le portail d'entrée reste ouvert uniquement pendant l'activité de l'établissement.<br>M. POIROT s'est engagé verbalement à fermer le portail à la fin de la réception des animaux vivants dans la bouverie, afin de limiter le risque de fuite des animaux. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 13 : Prévention incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Risque incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.</p> <p>L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'a pas de plan d'évacuation ni de moyen de désenfumage du bâtiment principal.</p> <p>Cependant, des affiches des consignes de sécurité sont présentes dans le bâtiments.</p> <p>Il y a plusieurs extincteurs aux endroits stratégiques et ceux-ci ont été vérifiés en août 2022.</p> <p>Les abords sont propres et entretenus, les accès sont dégagés permettant l'intervention des véhicules de secours.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 14 : Risques chimiques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Risque chimique   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>-dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits chimiques et/ou dangereux ne disposent pas de moyen de rétention.</p> <p>A plusieurs endroits du site, des produits sont visibles sans précaution de stockage notamment dans le local chaudière ou un écoulement de fluide a pu être constaté.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois  |

## N° 15 : Surveillance des émissions de polluants

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des émissions de polluants  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de l'installation. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'arrêté d'autorisation fixe la nature et la fréquence des mesures définissant le programme de surveillance conformément aux articles ci-dessous. En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis.<br>Les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en annexe II. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence.<br>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.<br>Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées selon une fréquence définie dans l'arrêté préfectoral. Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes de dépassement éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.<br>Sans préjudice du troisième alinéa du présent article, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores.<br>Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. |
| <b>Constats :</b><br>Au vu de l'évolution de l'établissement, une révision à la baisse peut être envisagée. L'établissement ne serait plus concerné par cet article.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |